

Actualité Économie & Business

Gérard Bekerman, président de l'Association française d'épargne et de retraite (Afer)

Placements « Il faut en finir avec la bougeotte fiscale »

BUDGET Les contribuables redoutent que l'État tente de modifier les règles sur les produits d'épargne, un magot de 6 600 milliards d'euros

INTERVIEW

L'incertitude sur l'évolution de notre régime de retraites est-elle le moteur principal de l'épargne des Français ?

Travailler toute une vie et épargner : cela témoigne en effet de la peur que nos concitoyens éprouvent sur la perspective de ne pas toucher une retraite convenable. Épargner pour ses vieux jours est devenu un réflexe existentiel. Or tout le monde n'a pas la chance de pouvoir le faire, ou s'inquiète de voir son épargne taxée. C'est la raison pour laquelle, dans le contexte de préparation du budget, nous demandons à nos élus de se calmer. Il faut en finir avec la bougeotte fiscale qui consiste à remettre en cause, d'une année sur l'autre, les règles qui régissent les produits d'épargne. Trente-quatre millions de Français y ont recours, respectons leur choix.

Pourquoi l'assurance vie demeure-t-elle le placement préféré, alors que d'autres produits ont été mis en place comme le PER ?

PER, Perco... L'État a multiplié les produits d'épargne retraite, mais, outre le fait qu'on a du mal à s'y retrouver, ils sont souvent complexes et peu clairs sur leur rendement. L'assurance vie a le mérite de la simplicité. Vous avez une visibilité précise sur ce qu'elle vous rapportera et avec une fiscalité très avantageuse. Ce n'est pas un hasard si l'assurance vie concentre 38 % de l'épargne des Français. Elle constitue le meilleur vecteur pour se constituer une retraite.

De votre point de vue, le système par répartition tel qu'il existe aujourd'hui est-il sauvable ?

Oui, il l'est. Je vais y revenir. Avant cela, je veux insister sur un point :

on a trop tendance, en France, à considérer que la retraite est un point d'arrivée. Pour moi, c'est un point de départ : le moment de mener des projets d'avenir, plus personnels, de s'engager dans l'associatif, de préparer la transmission et, bien sûr, de se préparer à des chocs de santé. Je rappelle que plus de 2 millions de seniors sont en perte d'autonomie. Dans ce contexte, le système par répartition, qui paraît arithmétiquement atteint, est sauvable socialement et politiquement. Puisque la donne démographique a changé – de quatre actifs pour un retraité en 1945, nous sommes passés à 1,4 actif pour un retraité –, le salut du système passe par la

Nos gouvernants doivent faire preuve de plus de constance

croissance et par un élargissement de la masse salariale. Or, ces deux vecteurs décroissent. Il faut aussi que politiquement, nos gouvernants fassent preuve de plus de cohérence et de constance. Le fonds de réserve pour les retraites, qui avait été créé en 1999 précisément pour se prémunir du choc démographique, a été réaffecté à la réduction de la dette.

Faut-il introduire une dose de capitalisation ?

Je le crois. Il faut de la capitalisation, mais une capitalisation bien gouvernée, avec des droits individuels correctement définis et avec une gestion paritaire qui protégera l'épargne des mauvaises expériences qu'elle a pu connaître parfois.

Faut-il maintenir une borne d'âge ou, comme certains le préconisent, s'en tenir à un nombre d'annuités ?

Le système de calcul de la retraite le plus juste me semble être celui de la durée de cotisation, car elle suit le parcours de vie de chacun en lui laissant une certaine liberté pour choisir quand il part, avec une décote ou avec une surcote. Il faut aussi définir des règles qui pourront évoluer automatiquement avec l'allongement de l'espérance de vie.

Conseillez-vous, même aux plus modestes, de se tourner vers l'épargne, quitte à mettre de côté seulement quelques euros par mois ?

Oui, c'est utile, et je rajouterais plus que jamais ! Mais les Français joueront le jeu d'une épargne productive s'ils ont la paix pour leur épargne. L'épargne appartient aux épargnants. Comment voulez-vous qu'on ait cette paix quand on supporte deux boulets ? Le premier, ce sont d'insurmontables dettes publiques que devront supporter nos enfants, alors qu'ils nous demandent l'espérance et la liberté. Les politiques publiques ont créé 3 500 milliards de passifs, quand les Français se sont constitués 6 600 milliards d'actifs. L'État serait fondé à s'inspirer de la sagesse des épargnants pour en faire autant. Le deuxième boulet, c'est l'impôt. Pour nous, le meilleur de tous les impôts, c'est le plus petit, car c'est celui qui rapporte le plus à la France et qui suscitera le moins de contestations. Trop souvent, un impôt trop lourd décourage l'activité. Péguy disait : « Le travail, c'est une prière. » Eh bien, exigeons de nos politiques qu'ils prennent de bonnes décisions qui éviteront à la France le purgatoire. ●



Gérard Bekerman, président de l'Afer.

PROPOS RECUEILLIS
ANTONIN ANDRÉ